

# Des rapports de pouvoir qui dérangent

Par Marie-Hélène Brunet, professeure, Faculté d'éducation, Université d'Ottawa  
Adèle Clapperton-Richard, candidate à la maîtrise en histoire, UQAM  
Widia Larivière, éducatrice aux droits humains et aux droits des peuples autochtones,  
cofondatrice de la branche québécoise du mouvement Idle No More et  
Philippe Néméh-Nombré, doctorant en sociologie, Université de Montréal

Nous avons été consterné·e·s à la lecture de [l'article](#) « Des retouches qui dérangent », à la une du *Devoir* du 19 novembre dernier, présentant les réactions de deux historiens, Denys Delâge et Gilles Laporte, sur les corrections apportées aux manuels d'histoire concernant les représentations des Premières Nations.

## Les voix mises de l'avant dans l'article

Nous avons aussi trouvé « aberrant » et « absurde » (pour reprendre leurs propres mots) que la parole soit donnée à ces deux seuls historiens, allochtones. Ceci nous semble révéler une dynamique issue de rapports inégaux de pouvoir, leur permettant de se retrouver à la une pour réagir et valoriser leur opinion. Car, outre la brève citation de la sous-ministre Barcelo, l'article ne relaie aucune autre voix. Si les journalistes indiquent d'abord que le Conseil en éducation des Premières Nations « n'a pu être joint » (sans préciser la teneur de ces tentatives), rien n'indique (ni dans l'article ni dans les quelques précisions publiées en complément le lendemain) qu'ils ont tenté d'obtenir l'avis d'historien·ne·s ou enseignant·e·s issu·e·s d'une nation autochtone. Trois jours plus tard, le 22 novembre, le Conseil en éducation des Premières Nations (CEPN) et l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador (APNQL) ont d'ailleurs réagi en publiant leur propre [communiqué](#) dans lequel ils « déplor[ai]ent l'acharnement médiatique qui fait porter aux Premières Nations la responsabilité des changements apportés aux livres d'histoire du Québec » ainsi que « [l]e discours rétrograde et colonial qui [leur] a été servi dans les médias ».

## Le poids des mots

Avant de crier à la censure suite à l'annonce de ces changements, il faut vérifier de quoi il en retourne. Tout d'abord, les mots ont un poids: ils sont nécessairement connotés. Le vocable « Amérindien » n'y échappe pas. C'est un terme désuet, dérivé de l'expression « Indien d'Amérique » qui provient elle-même d'une erreur des premiers voyageurs et colonisateurs européens. Ceux qui sont appelés « Amérindiens » préfèrent se nommer membres des Premières Nations. Et si le terme « Amérindiens » n'est pas péjoratif en soi, il homogénéise l'expérience des multiples nations auquel il devrait référer. D'ailleurs, en 2018, l'étude différenciée des onze nations autochtones habitant le territoire québécois est toujours exclue des programmes.

Comment peut-on s'opposer à une correction du récit quand celui-ci est erroné ou écrit dans un langage biaisé qui démontre justement qu'il n'a rien de commun? Encore que les termes « Autochtones » et « Premières Nations » soient plus consensuels, un jour on pourra peut-être définir chaque nation par son nom propre, de la même manière que l'identité d'un·e

Québécois·e, « Canadien·ne-Français·e », ou Acadien·ne par exemple, mérite d'avoir sa distinction représentée.

### **Un « changement » bien tenu... et qui fait malgré tout réagir!**

Selon l'article, on dirait que les changements mènent à effacer des pans entiers des manuels ou à effectuer des modifications arbitraires pour « lisser » le récit. Or, une analyse plus en profondeur du document joint à l'article montre qu'il est en fait question de « nuance », de « précision », et d'« explication ». Il s'agit surtout de contextualiser des éléments qui l'étaient trop peu et pouvaient conforter des stéréotypes, comme l'a bien exprimé l'ethnologue Isabelle Picard dans un [texte](#) publié par La Presse le 25 novembre dernier.

Certes, les auteur·trice·s de manuels ont une tâche ingrate et reçoivent des demandes contradictoires. Gommer les guerres entre Premières Nations ou édulcorer le récit peut en effet être déploré; remplacer un texte d'un colonisateur (Jacques Cartier) par celui d'un autre (Samuel de Champlain), même s'il sert à présenter un apport positif des Autochtones à la société, apparaît ainsi comme contre-productif, surtout si les sources présentées aux élèves ne font pas l'objet d'un exercice d'analyse critique soigneux.

Essayer de combler les vides avec des cases et des encadrés sans revoir la structure et la trame narrative nous semble aussi douteux. La « courtepoinette » d'encadrés ne dilue pas le récit; elle confine - encore - les éléments des histoires des « Autres » aux marges du récit. Cet effort de réparer l'histoire et de réintégrer sa population oubliée est plutôt une *patch* qui répare le tissu social. Surtout, elle ne permet pas de révéler les rapports de pouvoir ayant prévalu au long de l'histoire, comme les rapports de pouvoir coloniaux - d'ailleurs toujours présents dans les sociétés québécoise et canadienne - ni de faire parler les voix opprimées ou d'envisager les événements historiques dans leur perspective.

Quoi que les tenants d'une histoire plus « nationaliste » (par rapport à une histoire plus « sociale » ou « culturelle ») disent de la « dépolitisation » du récit national, les adaptations dans les programmes et manuels d'histoire n'ont guère affecté la trame historique principale, qui demeure largement la même depuis des décennies. Si l'on se fie à la récente enquête du didacticien Lanoix, [Matière à mémoire](#), les enseignant·e·s québécois du secondaire chérissent encore largement cette trame nationaliste.

### **Des voix à mettre de l'avant dans les manuels**

Le « polissage du récit historique », tel qu'il a été vivement dénoncé, n'est-il pas plutôt celui du récit qui domine dans l'imaginaire national et les manuels, qu'on a toujours enseigné, qui a mis de côté les femmes, les Premiers Peuples, les communautés noires, racisées, immigrantes et marginalisées, les classes ouvrières - et toutes leurs luttes? Il s'illustre par exemple de manière criante en Ontario, où les voix autochtones dans l'enseignement de l'histoire ont été à nouveau muselées avec [la récente décision de reculer devant l'ajout de contenus sur les Premières Nations](#), ou encore par la référence nostalgique des deux historiens à un manuel datant de cinquante ans et écrit, lui aussi, par des historiens allochtones (la fameuse synthèse historique de Vaugeois et Lacoursière).

Si Laporte mentionne qu'il n'était pas étonné de ces révisions parce que, prétend-il, « on vit à une époque où à peu près toutes les communautés se sentent directement visées ou stigmatisées et que [c]haque fois qu'il y a un nouveau programme d'histoire du Québec, il y a

toujours une forme de réflexe d'insurrection », on peut se demander qui a réellement ce « réflexe d'insurrection ». En effet, la rhétorique de Delâge et Laporte n'est pas sans rappeler la prétendue censure dénoncée dès que des groupes minorisés et invisibilisés osent demander d'écouter leurs voix. C'est pourtant simple : « [Rien sur nous sans nous](#) » clament des chercheur·se·s autochtones. Il est injuste d'aborder ces histoires sans écouter ou mettre de l'avant les voix des personnes concerné·e·s : c'est la moindre des choses et c'est un premier pas vers une vraie réconciliation.

*Signataires (en appui à ce texte):*

Nicholas Lucas-Rancourt, étudiant à la maîtrise en éducation, UQO, Anishnabe/Mi'gmaq,  
Codirecteur de l'Amicale autochtone de l'UQO

Vincent Boutonnet, professeur, sciences de l'éducation, UQO

Julia Poyet, professeure, département d'histoire, UQAM

Sabrina Moisan, professeure, Faculté d'éducation, Université de Sherbrooke

Marc-André Éthier, professeur, département de didactique, Université de Montréal

Catherine Larochelle, professeure, département d'histoire, Université de Montréal

David Meren, professeur, département d'histoire, Université de Montréal

Nick Ng-A-Fook, professeur et directeur de la Formation à l'enseignement, Université  
d'Ottawa

Timothy J. Stanley, professeur et directeur par intérim, Institut des études canadiennes et  
autochtones, Université d'Ottawa

Brian Gettler, professeur, département d'histoire, University of Toronto

Frédéric Yelle, enseignant, Collège Ville-Marie

Félix Revelin-Couture, enseignant, Collège Jean-Eudes

Lise Proulx, présidente, Association québécoise pour l'enseignement de l'univers social

Christine Chevalier-Caron, doctorante en histoire, Université du Québec à Montréal

Camille Robert, doctorante en histoire, Université du Québec à Montréal

Florence Prévost, doctorante en histoire, University College Dublin